

— INTRODUCTION

LA FABRIQUE DES ESPACES PUBLICS DANS LES VILLES « NON-OCCIDENTALES »

Pauline Bosredon, Maître
de conférences en aménagement
de l'espace et urbanisme
Université de Lille 1
EA 4477 Territoires, Villes,
Environnement et Société -

Courriel :
pauline.bosredon@univ-lille1.fr

Aniss Mezoued, Architecte/urbaniste,
docteur en art de bâtir et urbanisme.
Université catholique de Louvain
Ecole Polytechnique Fédérale de
Lausanne

Courriel :
aniss.mezoued@epfl.ch

Divya Leducq, Maître de conférences
en Aménagement de l'espace
et Urbanisme
Université de Tours – CNRS
UMR 7324 Cités TERritoires
Environnement Sociétés -

Courriel :
divya.leducq@univ-tours.fr

Bianca De Marchi Moyano, Docteure
en art de bâtir et urbanisme.
Centro de Investigaciones Sociales
de la Vicepresidencia del Estado
Plurinacional de Bolivia

Courriel :
biancadmm@yahoo.es

La notion « d'espace public », accordée au singulier ou au pluriel, occupe une place toujours plus importante au sein des débats et approches scientifiques sur la ville. Aujourd'hui, « l'espace public » ne renvoie pas seulement à un espace d'expression, de débat et de confrontation politiques ; il désigne, tantôt plus largement, tantôt plus précisément, un ensemble d'espaces et de lieux « accessibles » aux habitants de la cité. Cependant, ces derniers ne sont pas toujours définis par la loi comme étant « publics » : en effet, des espaces privés, tels que des centres commerciaux, peuvent avoir un caractère public (Paquot, 2009). De même, la notion « d'espace public » est aujourd'hui mobilisée dans des contextes de régimes politiques et de propriété très variés. Ce fait illustre que la participation des populations aux affaires politiques en général dépasse, pour bon nombre de chercheurs, les cadres légaux particuliers.

Par ailleurs dans l’imaginaire collectif, les espaces publics urbains restent le plus souvent représentés par des rues, places, parcs ou jardins. Il s’agit, dans la majorité des cas, d’espaces ouverts situés dans les interstices de villes avant tout constituées d’espaces ayant pour vocation à être utilisés de manière privée. Ces interstices assurent des liens et connexions entre différents espaces bâtis ; c’est notamment d’eux que dépend la qualité de l’environnement urbain. En effet, comme le dit Serge Salat, « *la qualité de la vie urbaine [...] dépend de la structure de ces espaces, de leur caractère ordonné et signifiant, ou bien chaotique, amorphe et vide de sens* » (Salat, 2011). Au sein de villes de plus en plus fragmentées (Navez-Bouchanine, 2002) et étalées, les espaces ouverts prennent alors une importance considérable dans les approches contemporaines de la ville. Ces espaces apparaissent, comme le formule Bernardo Secchi, « *comme des matériaux urbains fondamentaux* » (Secchi, 2006) qui pourraient assumer le rôle d’intermédiaire entre les différents fragments de la ville.

La question des « espaces publics » semble d’autant plus importante au regard des transformations contemporaines des villes à l’échelle globale. Le paradigme du progrès dans les pays dits du « Nord » et le paradigme du développement dans les pays dits du « Sud » ont contribué à fragmenter l’ensemble des territoires urbains. L’espace dit « public » est, en effet, bien souvent réduit à l’espace résiduel entre le bâti et les infrastructures (Mezoued, 2017). Par ailleurs, la reconfiguration, voire la disparition ou le recul des espaces pédestres produisent des articulations spatiales de plus en plus complexes et non « homogènes », faisant éclater autant les distances et les échelles que les « rythmes » de la ville (Lucan, 2012). La notion « d’espace public » est d’autant plus cruciale qu’elle permet justement de dépasser la notion de fragmentation, qui peine parfois à expliquer comment les pratiques, les discours et les représentations des citoyens s’émancipent des frontières morphologiques et sociales de la ville (Mezoued, 2015).

Il semble alors important de mieux considérer les actions spatialisées des différents acteurs du territoire, porteurs de discours et de logiques de productions urbaines qui leur sont propres. La question des espaces publics est ainsi assez large pour être traversée par un ensemble très varié de sujets partagés par la plupart des urbanistes et aménageurs, tout comme par bon nombre de chercheurs évoluant dans le champ des études urbaines, ou des sciences sociales en général. Les espaces publics sont ainsi tributaires de l’évolution des modes et des logiques d’occupation de l’espace, des dynamiques foncières, du développement d’infrastructures de transport, des politiques et de la production de logements, de la planification urbaine, ou encore de la réorganisation du rapport entre espaces centraux et périphériques. Ces éléments structurants dépendent par ailleurs de stratégies d’acteurs relevant de deux

catégories distinctes, des urbanisants (élus, techniciens des services, etc.) ou des urbanisés (habitants, communautés, etc.), qui s'inscrivent au sein de logiques de productions urbaines à la fois globalisées et localisées.

Les « espaces publics » renvoient alors directement aux actions des « acteurs publics », particulièrement lorsque ces derniers sont faiblement actifs dans l'encadrement de la production urbaine, ou lorsque leurs actions sont sectorielles et non concertées. Cette situation est bien souvent considérée comme étant partagée par bon nombre de villes dites du « Sud ». Cependant, la question des espaces publics se pose tout aussi bien, mais certes en d'autres termes, dans des contextes où les acteurs publics sont particulièrement interventionnistes. Dans un cas comme dans l'autre, la (néo)libéralisation économique que beaucoup de pays ont connue ces trente dernières années a renforcé le rôle des acteurs privés dans la création, la destruction ou la mutation des espaces publics urbains, en même temps que la privatisation de la production urbaine contribue à augmenter la fragmentation des villes à travers des réalisations de plus en plus isolées des tissus existants.

Dans ces contextes urbains contemporains, la construction du vide comme objet urbain semble être une préoccupation importante. Elle permettrait certainement de retrouver des connexions et des liens non seulement entre les différentes parties des territoires urbains, mais aussi entre les acteurs de ces territoires. L'espace public peut constituer en ce sens le support ou le socle d'une nouvelle structuration de ces espaces. Il peut être au cœur de l'intégration des infrastructures de transport, notamment du transport en commun ; il peut être au cœur de la fabrication de nouveaux rapports villes/campagnes en redéfinissant la place des grands espaces ouverts, des espaces agricoles et de leur enchevêtrement avec l'espace bâti ; il peut être au cœur de la pacification de la ville et de l'apaisement des conflits sociaux ou, à l'inverse, de la contestation politique pour un plus grand « droit à la ville » ; enfin, il peut être au cœur de la construction d'un espace public au sens d'espace de débat politique.

Ces enjeux auxquels font face les espaces publics dans les villes du monde sont au cœur de ce numéro de la revue *Urbia*, codirigé par Pauline Bosredon, Aniss Mezoued, Divya Leducq et Bianca De Marchi. Il fait suite à l'organisation par le Collectif de Recherche pour un Urbanisme ouvert sur les Mondes (CORUM)¹ d'une conférence/table-ronde sur le thème de la fabrique des espaces publics dans les villes « non-occidentales » qui s'est déroulée dans le cadre des 17^{ème} Rencontres internationales en urbanisme – APERAU (Association de

1 Pour plus d'informations sur le CORUM et sur ses activités, nous vous invitons à consulter son blog corum.hypothèse.org.

promotion de l'enseignement et de la recherche en urbanisme), qui se sont tenues à Rennes du 1^{er} au 5 juin 2015. L'appel à communications s'adressait à de jeunes chercheurs et praticiens (doctorants finissants, post-doctorants, jeunes enseignants/chercheurs ou professionnels ayant soutenu leur thèse de doctorat depuis un maximum de quatre années) et travaillant sur les villes « non-occidentales ». Par cette expression, nous entendons les villes se situant en dehors de l'espace géographique communément appelé « Occident », à savoir : l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Australie. Cette catégorisation constitue une première tentative d'identification des territoires auxquels CORUM s'intéresse et qui constitue un projet en soi. En effet, le collectif vise un décentrement des études francophones en aménagement et urbanisme en s'intéressant aux villes dont on parle peu².

Cet ouvrage se veut aussi large que les questions soulevées par la notion ou le concept « d'espace public » au sein des villes « non-occidentales ».

Dans « *La littérature populaire révélatrice d'un espace public à Saïgon (Ho Chi Minh ville)* », **Thi Huong Giang Ho** aborde la question de l'espace public non-occidental dans l'espace urbain de Ho Chi Minh ville en revisitant l'histoire de cette ville à travers un genre littéraire vietnamien : le chant populaire traditionnel *Ca dao*. L'analyse d'une quarantaine de chants sélectionnés par l'auteur révèle la présence très importante du marché traditionnel dont la forme et les usages ont perduré jusqu'à ce jour.

Maya-Hélène Balhawan Fussel aborde dans son article « *La reconstruction des espaces publics à Beyrouth : mécanismes et enjeux* » la question de la production des espaces publics en temps de paix, ce qui lui permet de mettre en lumière les tensions sociales, économiques et politiques qui sous-tendent le territoire beyrouthin. Pour cela, elle analyse les logiques de reconstruction d'espaces publics de deux quartiers de Beyrouth (le centre-ville et Hamra), mais aussi les pratiques contestataires des usagers pour finalement interroger les enjeux de la refonte de ces nouveaux espaces.

Mohamed Srir, dans son article « *Waterfront algérois : enjeux de reconquête d'un espace public* », explore les enjeux de l'action publique à travers ses modes de fabrication et d'organisation de l'espace urbain. Il s'agit ici d'analyser la stratégie de reconquête de la baie d'Alger en termes de vision politique, de choix aménagistes et de contraintes de mise en œuvre.

Dans un article consacré aux « *Mutations des espaces publics traversés par le tramway* », **Fafa Rebouha** s'intéresse ensuite aux effets de l'insertion du tramway sur l'aménagement des espaces publics à Oran en Algérie, en parti-

2 Voir la description de CORUM sur le site corum.hypothèse.org.

culier la modification du rapport des usagers à cet espace en l'absence d'une démarche participative.

Jade Rudler et **Laetitia Bettex**, dans l'article « *L'espace public fabriqué par les usages* », cherchent à identifier les liens entre la spatialité des espaces publics et les pratiques sociales qui s'y déroulent en vue de mieux comprendre les mécanismes de production de la ville. Quelles pratiques sociales, sous quelles formes, en quels lieux, selon quelle temporalité ? Quelle articulation entre les usages planifiés et les usages informels ?

Assogba Guérézé, auteur de l'article intitulé « *De l'occupation anarchique des espaces publics par les conducteurs des motos-taxis à la fabrique d'une identité urbaine à Lomé* », aborde quant à lui les espaces publics comme lieu privilégié d'observation des rapports sociaux en milieu urbain, lieu hybride de vie urbaine et d'activités informelles où cohabitent de multiples usages. À travers l'analyse de l'occupation de ces espaces par les motos-taxis, l'auteur éclaire la fabrique informelle d'un espace public qualitatif, recomposé par les pratiques quotidiennes des conducteurs.

En s'appuyant sur les usages des espaces situés aux abords des habitations dans les quartiers populaires à Lomé et à Abidjan (commerces, loisirs, jeux, dépôts d'ordures ménagères, etc.), **Blandine Agoma** propose ensuite dans son article « *Pratiques habitantes et redéfinitions des espaces publics de proximité dans la ville africaine : les abords de «chez-soi» en question* » de mener une réflexion sur les échelles de production des espaces publics dans les villes africaines.

Enfin, **Sébastien Verleene**, auteur de l'article sur « *L'Afrique au secours de l'urbanisme. L'exemple du projet « le soi, les voisins, le quartier » à Bamako* », analyse l'initiative « Le soi, les voisins, le quartier », un projet participatif de réhabilitation des espaces psychologiques, physiques et sociaux du quartier Missira, à Bamako (Mali), ayant radicalement changé le quotidien des habitants. À travers ce projet, ce sont les conditions sociales d'un urbanisme fabriqué par les habitants eux-mêmes que questionne l'auteur, afin de dégager des pistes de réflexion pour un changement de paradigme des pratiques d'aménagement et de fabrique de la ville.

— BIBLIOGRAPHIE

Lucan, J. (2012). *Où va la ville aujourd'hui ? Formes urbaines et mixités*. Paris : la Villette.

Navez-Bouchanine, F. (2002). *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* Paris : L'Harmattan.

Paquot, T. (2009). *L'espace public*. Paris : La Découverte.

Salat, S. (2011). *Les villes et les formes. Sur l'urbanisme durable*. Paris : Hermann/CSTB, Laboratoire des morphologies urbaines.

Secchi, B. (2006). *Première leçon d'urbanisme*. Marseille : Parenthèses.

Mezoued, A. (2017). L'espace public comme fabricant de liens. In G. Fauveaud (ed.), *Les villes non occidentales. Comprendre les enjeux de la diversité urbaine* (pp. 51-60). Montréal : Presses universitaires de Montréal.

Mezoued A. (2015). *La mise en récit de l'urbanisme algérois, passé, présent, futur. A la recherche des conditions d'institution de l'espace public comme médiation et comme projet. Cas du tramway d'Alger*. Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.